

ARRÊTÉ n° 1167 du 01 JUIL. 2024

Portant attribution d'une subvention de l'Etat au titre du fonds de secours pour
l'outre-mer
à la **commune de Sainte-Marie**

LE PRÉFET DE LA RÉUNION

- VU** la loi du 19 mars 1946 érigeant en département français la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion ;
- VU** l'arrêté n° 722 du 03 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Nathalie INFANTE, secrétaire générale pour les affaires régionales et à ses collaborateurs, placés sous son autorité ;
- ;VU** la circulaire du 11 juillet 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'aide du fonds de secours pour l'outre-mer ;
- VU** la décision du comité interministériel du fonds de secours (CIFS) du 14 juin 2024 ;
- VU** les crédits mis à disposition par le responsable du programme, au titre de l'action 6 du BOP 123,

Sur proposition de l'État-Major de Zone,

Sur proposition de la secrétaire générale pour les affaires régionales,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : montant et destination de la subvention

Une subvention de **7 490,56 €** (sept mille quatre cent quatre-vingt-dix euros et cinquante-six centimes) est attribuée à la commune de Sainte-Marie représentée par son maire pour les travaux de remise en état de l'éclairage public suite à l'épisode cyclonique allant du 14 au 16 janvier 2024.

ARTICLE 2 : composition de l'assiette subventionnable

La liste des postes de dépenses constitutives de l'assiette subventionnable figure dans l'annexe financière jointe au présent arrêté.

ARTICLE 3 : délai de réalisation des travaux

L'ensemble des travaux devra être réalisé et acquitté **le 31 décembre 2024** au plus tard.

ARTICLE 4 : modalités de liquidation de la subvention

La subvention accordée représente 35% de la base subventionnable retenue par le comité interministériel du fonds de secours.

Le versement de la subvention s'effectuera

1) sur présentation :

- d'un bilan d'exécution des travaux précisant notamment les règles de la commande publique observée pour leur mise en œuvre ;
- des justificatifs attestant la réalisation effective des travaux et leur conformité au dossier présenté à l'appui de la demande de subvention ;
- de l'état de mandatement visé du comptable public de la collectivité.

2) par application du taux de 35 % susvisé aux dépenses présentées, justifiées, sous réserve de ne pas dépasser le montant maximal cité à l'article 1.

Le dépôt des documents exigés pour l'instruction de la liquidation devra obligatoirement être effectué avant le 31 mars 2025, date d'apposition du tampon d'arrivée de la préfecture de la Réunion faisant foi.

A défaut, la subvention sera déclarée caduque et ne donnera lieu à aucun paiement.

ARTICLE 5 : versement de la subvention

Sous réserve de disponibilité des crédits, le mandatement de la subvention s'effectue en une seule fois, au terme de la vérification des pièces de solde produites dans le délai imparti par l'article 4 et de leur éligibilité.

La dépense est imputée sur les crédits du programme 123 du ministère de l'intérieur et des outre-mer, domaine fonctionnel : 123-06-16 – activité : 012300000502.

ARTICLE 6 : obligations de la collectivité bénéficiaire.

La collectivité est tenue de :

- respecter les délais fixés par le présent arrêté ;
- se soumettre à tous contrôles sur pièces ou sur place effectués par ou pour le compte des services de l'État pendant et postérieurement à l'exécution du présent arrêté ;
- assurer la publicité du financement de l'État sur les panneaux de chantier.

Le non-respect total ou partiel des termes du présent arrêté par le bénéficiaire expose à son abrogation de plein-droit, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure. Le délai consenti au bénéficiaire pour faire valoir ses arguments est également fixé à quinze jours à compter de la présentation de la lettre recommandée précitée.

ARTICLE 7 : Validité de l'arrêté

L'arrêté entre en vigueur à la date de sa notification au bénéficiaire et prend fin au plus tard **le 30 avril 2025.**

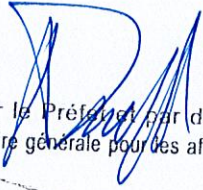
ARTICLE 8 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Saint-Denis sis 27, rue Félix Guyon à SAINT-DENIS (97400) dans un délai de 2 mois à compter de la date de sa notification au bénéficiaire.

ARTICLE 9 : Dispositif exécutoire

La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de son annexe technique, qui seront notifiés à la collectivité bénéficiaire et publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de La Réunion.

Saint-Denis, le 01 JUL. 2024


Pour la Présence par délégation
La secrétaire générale pour les affaires régionales

Nathalie INFANTE

ANNEXE FINANCIERE

Localisation (rue)	Domage - Type de demande	Montant aide demandée (HT)	Montant recalculé (déduction de travaux d'amélioration et des prestations non éligibles)	Assiette retenue après abattement pour obsolescence (€ HT)		Montant de l'aide (en € HT) Taux de 35%	Remarques
Sainte-Marie (Voirie + éclairage public)							
Rue Nono Robert	réfection de la chaussée - petits travaux EP	240 000,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Impasse Filaos	réfection de la chaussée - petits travaux EP	137 000,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Beaufond	réfection de la chaussée – revêtement tricouche	327 275,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Bellevue Montée Sano	réfection de la chaussée	125 500,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Radier Terrain Elisa	reprise surface radier	47 600,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Delagrang zone 1	réfection de la chaussée – évacuation EP	248 060,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Delagrang zone 2	réfection de la chaussée – évacuation EP	238 170,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Hubert Grondin	réfection de la chaussée – muret	210 180,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Rue du Père Bourasseau Les Cafés	confortement de la chaussée	30 939,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Chemin Ravine Rose Espérance	redimensionnement ouvrage hydraulique avec ajout dalot supplémentaire	74 000,00 €	0,00 €		0,00 €	0,00 €	Suite à la demande de l'instructeur des justificatifs dépenses à la collectivité : Pas de retour de devis, ni de BC, ni de facture → par voie de conséquence, opération non éligible.
Éclairage Public	éclairage public – remplacement mâts, câbles, luminaires endommagés	271 890,00 €	22 528,00 €	Abattement de 5%	21 401,60 €	7 490,56 €	cf devis en date du 26/02/2024 + facture n° 5430003799 établie par l'entreprise Citeos en PJ
TOTAL		1 950 614,00 €	22 528,00 €		21 401,60 €	7 490,56 €	